

La peur détruira-t-elle la ville ?

Sophie BODY-GENDROT, directrice du centre d'études urbaines, Sorbonne, Paris

Texte communiqué à partir du débat d'actualité du 9 avril 2009, organisé par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

Introduction

A une époque de fort consumérisme, les réactions devant des voitures brûlées donnent l'impression que, fréquemment, le poids donné aux biens des personnes est plus lourd que celui accordé à la vie des exclus. Si le système pénal distingue **la violence physique** contre les personnes des atteintes contre les biens, **la représentation médiatique** recourant à des termes tels qu'émeutes, jacqueries, désordres urbains, événements, incidents, agitation, troubles, révolte sociale (on a aussi parlé de guérilla dans la presse française) brouille les frontières sémantiques. Elle évoque un soulèvement populaire, généralement spontané et non organisé, pouvant prendre la forme d'un simple rassemblement tumultueux accompagné de cris et de bagarres et convoque **une intolérable et menaçante atteinte à l'ordre social. Cette menace fait peur.**
Ce discours anti-urbain associe peur, criminalité, risques à la ville.

Il s'agit là d'un phénomène ancien

En Europe, tout au long des siècles, les historiens ont cerné la peur dans la ville. Les historiens connus pour leurs travaux sur le Moyen-Age, Lucien Febvre ou Jacques Le Goff, montrent, à l'évidence, que les populations ont toujours redouté la famine, la maladie, la nature, les ennemis, les voleurs, etc., que la peur a toujours accompagné la ville et qu'elle était partout. Dans ses essais, Michel de Montaigne observait que « la seule chose que nous devons redouter est la peur elle-même, cette terreur sans nom, irraisonnée, injustifiée qui paralyse nos efforts pour transformer chaque recul en progrès ». Des auteurs influents se sont penchés sur ce thème tels que John Locke (*l'inquiétude de l'esprit est le principal aiguillon de l'activité humaine*) ou Thomas Hobbes (*la peur procède de l'illusion d'un danger, parfois amplifié à outrance par l'Etat*). Pour ces auteurs, selon Corey Robin, il ressort que la peur régénère et mobilise les énergies mais aussi qu'elle est un instrument de domination aux mains des puissants et un levier universel du pouvoir, qu'elle est exploitée pour maintenir l'ordre social, qu'elle est redoutée car elle est accompagnée d'arbitraire et d'impunité.

Alexis de Tocqueville, le plus contemporain de tous, me semble-t-il, déplore les peurs de sa génération et décrit le malaise démocratique comme « une inquiétude face à l'avenir et une incertitude quant au passé » (La pléiade, t 2, 1992, 849). Il analyse le désarroi de la foule solitaire et d'individus en manque de repères.

Pour ma part, je voudrais m'interroger sur l'instrumentalisation politique de la peur ciblée sur la ville et émettre quelques hypothèses sur l'adhésion qu'elle rencontre à notre époque. Pourquoi la ville ? Parce qu'elle a toujours constitué une utile métaphore désignant un méli-mélo de tensions sociales et de peurs par rapport à l'espace ou à l'altérité dangereuse. L'usage politique et médiatique

qui est fait de l'insécurité et de son caractère construit est stratégique. Il cache en réalité plus qu'il ne révèle un refoulé de questions majeures pour une société. La peur facilite la gouvernance des peuples, elle mobilise les citoyens soucieux que les lois soient respectées et qu'il soit mis fin aux désordres. Elle légitime un séparatisme social spontané. Les rumeurs et les contaminations collectives se colportent d'autant plus facilement que règne un désenchantement général par rapport à l'époque et que la foule se sent solitaire. L'Etat n'est plus celui qui protège, son autorité est affaiblie par des phénomènes de mondialisation dont il a lui-même encouragé le développement.

Pour ma part, il me semble que l'ordre et le désordre sont étroitement mêlés. Ce qu'il nous faut examiner, c'est dans un premier temps le contexte de mutations qui nourrit l'inquiétude par le manque de repères qu'il induit. Ensuite, je souhaiterais prendre des exemples étrangers pour montrer que les mêmes termes occultent la différence profonde des contextes bien que s'y posent des questions similaires, relatives au « vivre ensemble ». Je terminerai sur des solutions, si modestes soient-elles.

Tout au long de cet exposé, l'enchevêtrement du stable et de l'instable sera apparent car ordre et désordre sont intimement mêlés, qu'il s'agisse des espaces ou des individus. On ne saurait en effet se contenter de représentations binaires avec, d'un côté des gens respectueux des lois et des délinquants de l'autre. Normes et règles en constant réajustement mettent en lumière le caractère fractal de notre univers contemporain, c'est-à-dire du tout dans la partie, résultant des phénomènes mondialisés dont les villes sont le révélateur.

I. Les paramètres du changement urbain

La croissance des villes du monde en termes démographiques

Si, pendant un temps très long de l'histoire, la vaste majorité des hommes sur la terre ont vécu à la campagne, désormais la majorité d'entre eux habitent les villes dans une proportion de 2 contre 1 dans les villes du Nord, et même de 9 contre 1 ici et là. La proportion est moins élevée dans les villes du Sud mais la croissance urbaine y est plus rapide.

Le rythme de croissance

Les démographes anticipent une croissance de la population mondiale de 6,5 à 9 milliards d'individus, d'ici 2050. Plus de la moitié de l'humanité vit désormais dans des zones urbaines et les mégapoles vont encore s'accroître. L'espérance de vie va progresser mais de manière inégale. Il y a deux siècles seulement, on ne comptait qu'un milliard d'hommes et ils vivaient plus mal qu'aujourd'hui. En 40 ans, la croissance démographique de la Chine et de l'Inde révèle un peuplement mieux réparti, l'adaptation des savoirs et des technologies, une meilleure éducation.

La croissance des villes-régions

On constate aussi la consolidation de centres satellites dans les différentes régions du monde, qu'il s'agisse de Tokyo, de New York avec 55 millions d'habitants, ou d'Amsterdam avec 50 millions d'habitants. Avec le Grand Paris, certains architectes évoquent la possibilité de resserrer les liens de Paris-Londres-La Haye-Amsterdam-Rotterdam pour en faire une région-monde compétitive.

II. Le vieillissement des populations

Vieillesse comparée des populations : l'Europe en recul

Toutes les régions gagnent des habitants, le continent africain atteindra 2 milliards d'habitants à la fin du XXI^{ème} siècle passant d'une population à 70% rurale à une population à 70% urbaine. L'Inde atteindra 1,6 milliards entre 2030 et 2050, la Chine et autres géants croîtront également, mais les démographes anticipent sur un point : l'Europe perdra 10% de sa population d'ici 2050.

Cela est dû à la fécondité des femmes européennes qui décline fortement depuis 1970, en particulier à l'Est de l'Europe, mais aussi en Italie et en Espagne. On voit le contraste avec les Etats-Unis qui assurent le renouvellement des générations (2,1 enfants/femmes). En Europe, c'est l'Irlande et la France qui demeurent championnes de fécondité.

Quelles sont les conséquences sociales sur les villes européennes du vieillissement des populations et de la diminution de la population active dans la plupart des pays européens ?

Que le pourcentage de gens de 60 ans et plus double entre 2000 et 2050, de 10 à 21% et que le « quatrième âge » explose numériquement, obligeant à réexaminer les systèmes de protection sociale. Le réchauffement climatique et ses conséquences dramatiques lors de canicules est à prendre en compte.

La question des retraites est à l'ordre du jour, ainsi que celle des emplois à domicile, des soins, des villes de seniors, des emplois à créer si les solidarités familiales déclinent. D'un point de vue social, on doit s'attendre à une inflation de demande de protections spécifiques.

L'une des solutions préconisées serait de repenser et d'adapter des quartiers où sont réunis sur place emplois, services d'intérêt collectif et logements intergénérationnels (économie résidentielle) de manière à minimiser les coûts. On peut également réactiver les espaces publics partagés par des catégories de gens très diverses et les interdépendances (les personnes âgées peuvent aider aux devoirs, louer des chambres sous la garantie d'associations sérieuses, etc.).

Mais on ne peut ignorer que la concentration de seniors avec surreprésentation des femmes représente des contraintes lourdes pour une ville (coût politique et économique).

Quelle peut être la solution ? La venue de jeunes familles de migrants en Europe ?

III. Rajeunissement ? Un monde de migrants

Les migrations accélèrent le développement et le développement accélère les migrations. Pour autant, le développement des pays émergents ne saurait constituer une alternative à court terme. Quels sont les facteurs nouveaux accélérant les migrations ? Dans les pays de départ, l'information transmise fait rêver à un eldorado occidental. L'argent envoyé par les immigrants constitue pour de nombreux pays une source majeure de devises qui, selon la Banque mondiale, s'est élevée de 70 milliards de dollars en 1998 à 230 milliards de dollars en 2005, amplifiant ce sentiment d'une prospérité occidentale. L'offre accrue de moyens de transport à meilleur marché et les réseaux développent une économie du passage. Des liens transnationaux sont consolidés par les solidarités familiales, économiques, associatives, religieuses, culturelles pour les ayant-droits à l'asile.

La question des flux d'immigrants sans papiers vers les villes

Elle se pose de manière aiguë aux Canaries, à Malte, en Italie, en Grèce. Les villes doivent par conséquent assumer les conséquences de politiques internationales (carences européennes) et nationales qu'elles n'ont pas choisies.

Mais il importe en même temps de dédramatiser cette question et de la remettre en perspective. Tout au long des siècles, les migrations ont toujours existé, la migration est un phénomène clé de l'histoire de l'humanité. Si les migrations d'origines africaine et asiatique augmentent, il faut cependant relativiser. Seuls 200 millions de gens sur 6 milliards et demi habitent dans un pays dans lequel ils ne sont pas nés, soit 3% de la population mondiale. On avait annoncé après la chute du mur de Berlin un déferlement vers l'Europe de l'Ouest : il ne s'est pas produit. Des pays comme le Royaume-Uni se félicitent pour le moment de l'arrivée de « plombiers » polonais, travailleurs et persévérants. Il se pourrait que celui-ci change sa politique avec l'arrivée de la Roumanie et de la Bulgarie. Mais il s'agit là d'une question à examiner sur le long terme.

L'intégration urbaine des seconde et troisième générations.

Je me trouvais à Miami en 1981 lors de l'arrivée massive de boat people en provenance de Cuba et d'Haiti et je me souviens de la panique qui avait saisi les autorités confrontées au logement, aux écoles, aux services médicaux qu'il fallait produire de toute urgence. Aujourd'hui la question est réglée.

Le cas « hispanique » dans les villes américaines.

Message : Les Etats-Unis métabolisent mieux leurs immigrants (taille, histoire et dispositifs du pays le permettant). Dans l'imaginaire collectif, la nation est une « nation de nations ».

Numériquement, les Latinos constituent aujourd'hui la première minorité ethnoraciale à l'intérieur du pays, soit 17% de la population. Les taux d'immigration et de fertilité expliquent une croissance globale de 58% des Latinos au cours des années 1990. Dans vingt-trois Etats, le taux de croissance a même dépassé 100%. Si seuls 12% des immigrants latinos se marient en dehors de leur groupe, à la troisième génération, la proportion atteint 50% (par contraste, les mariages entre Blancs et Afro-Américains ne dépassent pas les 9%).

Le débat relatif aux Latinos est important dans la société américaine et parmi les partis politiques en campagne pour les élections. Les Latinos font peur aux Américains en terme d'emploi ; or pour les milieux d'affaires, ils représentent une main-d'œuvre docile et corvéable recherchée. Ils sont perçus comme une richesse pour les villes car ce sont aussi des consommateurs de biens et de services.

Si sur l'axe identitaire, ils sont accusés de menacer les valeurs établies, la langue anglaise et les modes de vie, on ne doit pas ignorer le dynamisme créé par le renouvellement démographique et culturel qu'apportent aux villes et aux régions ces populations, sans parler des quartiers qu'ils redynamisent.

La question des sans-papiers, évalués à 11 millions et demi, est celle qui, à l'heure actuelle, divise le plus les partisans et les adversaires d'une immigration ouverte. Ces sans-papiers représentent un quart des emplois dans l'agriculture, dans le travail forestier et la pêche, 30% dans la construction, 12% dans l'industrie alimentaire.

Il convient de donner du temps au temps. Certes, se pose le taux relatif de pauvreté des Latinos mais il s'agit, là encore, d'une question de perception puisque leur revenu médian se situe entre celui des Blancs et des Asiatiques (les plus riches) et celui des Noirs (les plus pauvres).

On peut mesurer la réussite relative de l'intégration des Latinos par la représentation politique du groupe :

- Congrès : 23 Représentants et deux Sénateurs en 2004
- Mais on Blanche : conseillers à postes importants
- Maires et conseillers municipaux : 6000 élus (maire de la seconde ville du pays, Los Angeles, etc.

La langue, la musique, la nourriture, les industries du divertissement, des sportifs et des acteurs, participent également de la constitution d'une « évidence culturelle » latino.

Peut-on calquer, en terme d'évolution, la présence des Musulmans dans les villes européennes sur celle des Latinos aux Etats-Unis ?

Le cas des «Musulmans»¹ dans les villes européennes.

L'intégration des Musulmans donne l'impression de se faire plus difficilement, pourquoi ? J'étais récemment rapporteur sécurité à la conférence de Salzbourg sur le dialogue entre l'Islam et l'Occident. Concrètement : une combinaison de facteurs a été avancée. Tout d'abord, les effectifs des Musulmans dans les villes augmentent, même si, après deux générations, la fécondité des femmes baisse. Il y avait 7000 Turcs, travailleurs migrants en 1960 en Allemagne, ils sont trois millions aujourd'hui. Ensuite, l'accès aux protections sociales, plus facile en Europe qu'aux Etats-Unis, suscite des tensions par rapport aux grandes familles immigrantes et aux fraudes éventuelles.

Sur le fond : il est plus difficile d'intégrer une religion qu'une langue. Les moyens sont aussi moins performants. Cela vient du désenchevêtrement de trois sphères qui ont longtemps été liées : la sphère économique (les meilleurs sont intégrés), la sphère politique (la représentation des enfants des immigrants est insuffisante, les droits de vote local ne sont pas accordés aux parents résidents dans de nombreux pays) et la sphère sociale (il y avait autrefois une solidarité de classe parmi les ouvriers : les syndicats, les partis, l'Eglise s'occupaient, entre autres, des questions des familles dans les quartiers, du logement, de l'école, de la mobilité des enfants et faisaient le lien avec la politique). Aujourd'hui, ces appareils d'intégration, en particulier l'école, sont moins performants. L'autonomie de la question sociale met en saillance les critères d'origine et de religion, ce qui produit des différenciations entre groupes dans les espaces urbains et à l'intérieur même de chaque communauté. Ainsi, selon deux sondages effectués dans quinze pays, 81% des Musulmans britanniques se considèrent d'abord Musulmans, puis Britanniques et se construisent dans la démarcation. 69% d'entre eux sont hostiles aux Juifs. Est-ce un échec du différentialisme ? Le terme Musulman est-il trompeur ? Dans ces deux sondages, seuls 29% des Musulmans français ont une attitude hostile envers les Juifs. Les Musulmans français sont partagés à part égale entre ceux qui se considèrent déjà Français puis Musulmans et l'inverse. Les deux-tiers des Français ont des opinions favorables des Musulmans, preuve que le modèle assimilationniste tellement critiqué fonctionne malgré tout².

Les sociologues savent aussi depuis longtemps que plus les générations sont jeunes, plus elles sont tolérantes envers les "nouveaux" venus. Les tensions augmentent plus tard. En effet, plus les groupes immigrés s'insèrent sur le marché de l'emploi, plus ils sont des concurrents pour bas salaires (sauf si la «job machine» atténue les tensions) et plus ils sont logés dans le logement social convoité par les catégories modestes. En réalité, plus ceux qui sont différents se «nationalisent», plus les peurs de déclassement des nationaux installés se manifestent. Le danger vient de l'exploitation raciste et xénophobe à laquelle se livrent les partis d'extrême droite qui «racialisent» les questions sociales et exaltent la préférence nationale.

¹ L'usage du terme «musulman» pose problème. Son utilisation ici ne sert qu'à mettre en lumière des difficultés spécifiques que ne ressentiraient peut-être pas des Bretons, des Alsaciens ou des Chinois en France. Voir la thèse de Leyla Aslan, sur les étudiants de culture musulmane, soutenue à l'I.E.P. de Paris, le 6 avril 2009.

² Voir la thèse précitée.

Ce qui est singulier et dû aux médias, c'est l'amalgame fait entre islam et islamisme, le lien avec la politique étrangère (terrorisme) et l'ingérence des pays d'origine. Comment restaurer la confiance dans les institutions des Musulmans qui veulent lutter contre la violence ?

IV. Une économie mondialisée

La crise financière qui fragilise la planète produit une «insécurité sociale» selon R. Castel. Tout le monde ne maîtrise pas les conséquences de la révolution de l'information et de la communication.

En conséquence, l'inadéquation de l'offre et de la demande entraîne la précarisation de ceux - travailleurs manuels faiblement qualifiés - dont les compétences sont moins recherchées par l'économie de services. La fin du travail, celui que la période des Trente Glorieuses avait connu lors du plein emploi induit une perte de repères. A cela s'ajoutent la stagnation des salaires et la remise en cause des protections automatiques amplifiées par la délocalisation des emplois et la fragilité du secteur industriel.

La nouvelle économie fragmente la société, requérant des cerveaux très bien rémunérés et une main-d'œuvre entrepreneuriale, flexible, peu rémunérée aux deux extrémités de la chaîne de montage mondiale.

Cette dualisation signifie la fin des conflits «face à face» remplacés par des conflits atomisés, comme l'avait remarqué Alain Touraine il y a plus d'une décennie.

V. Des Etats moins solidaires

Les régimes urbains ne coïncident pas nécessairement avec les Etats-providence comme c'est le cas en Europe. Sans entrer dans les changements qui affectent le passage de sociétés industrielles aux sociétés post-industrielles dans les années 1970, mentionnons les conséquences sociales induites par les transformations affectant le rôle des Etats-providence, la diminution de sociétés de plein emploi et la croissance de la compétition.

Comme le montrent les auteurs de *La société de défiance* (Algan, Cahuc, 2007), il en résulte « Une société frileuse, gagnant-perdant (si tu gagnes, je perds), propice au «mal vivre» national, à la jalousie sociale, à l'enfermement, à l'agressivité de la surveillance mutuelle ».

La société de confiance, elle, est en expansion : gagnant-gagnant, société de solidarité, de projet commun, d'ouverture, d'échange, de communication.

Juste après la Turquie et la Belgique, la France se place au 3^{ème} rang pour « le moins de confiance dans la justice » (sur 21 pays) ; au 4^{ème} pour « aucune confiance dans le Parlement » ni dans les syndicats. Il s'agit du pays le plus enclin à trouver acceptable de resquiller dans les transports, de ne pas payer d'impôts ou de demander indûment des aides publiques.

« Chacun ressent ce qui lui manque plutôt que ce qu'il a... »

Seuls 21% des Français font confiance aux autres (se plaçant au 24^{ème} rang sur 26).

Cela tient en partie à ce que les redistributions s'effectuent principalement au bénéfice de catégories de citoyens déjà avantagés par leur ancrage social : a priori les hommes, blancs, de plus de quarante cinq ans, instruits, pourvus d'un emploi stable. Les catégories précaires qui ne peuvent « acheter » de manière privée des services sur le marché, se plaignent d'Etats de moins en moins « providence ». Régions et villes doivent donc compenser le recul de l'Etat central et proposer de nouvelles formes de solidarité. Ainsi, s'agissant du logement, les centres de villes historiques convoités ne sont plus abordables pour les catégories modestes,

excepté si les maires mènent des politiques volontaristes pour maintenir la diversité et la densité au centre, comme c'est le cas à Barcelone.

Les groupes de pression traditionnels (syndicats, corporations) ont fait en sorte que soient mis en place des mécanismes de protection dont bénéficient principalement les leurs et leurs alliés et non les catégories minoritaires dans la répartition nationale ou dans les organismes de concertation sociale : les femmes, les jeunes, les immigrés ne disposent pas du même arsenal de moyens et leur sort ne dépend pas proportionnellement de la même solidarité nationale. Ceci est plus vrai dans l'Europe du sud que dans celle du nord (Scandinavie) laquelle a su mettre en place des politiques apparemment plus égalitaires, du moins pour le moment...

Les mutations rapides que subissent tous ces régimes génèrent une insécurité plus ou moins diffuse.

L'instrumentalisation de la peur depuis le 11 septembre

On ne saurait nier que le terrorisme et la criminalité soient des menaces à prendre très au sérieux à notre époque. Les dirigeants politiques au plus haut niveau de l'Etat, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Italie ont perçu le parti qu'ils pouvaient tirer de ces menaces pour restaurer l'autorité de l'Etat. Mais, ce qui est intéressant, c'est la réaction des populations auxquelles ces discours s'adressent. Dans toutes les parties du monde, on a vu, un jour après le 7 juillet 2005, que les Londoniens avaient choisi de se remettre au travail, de prendre les transports en commun tout comme les New-yorkais, à l'incitation de leur maire, l'avaient fait après le 11 septembre 2001 et comme les Madrilènes l'ont fait après le 11 Mars 2004 et à nouveau les Londoniens en Août 2006.

Les gens peuvent-ils s'adapter à toutes les menaces ? Telles sont certaines des questions que les dirigeants doivent se poser lorsqu'ils envisagent la façon dont les espaces doivent évoluer dans leur ville. Les gens peuvent comprendre les bombes et les kamikazes, ils ont conscience de ce que la violence urbaine peut faire et pourquoi certaines cibles sont choisies. Bref, ils peuvent maîtriser leur appréhension. Ils le font en acquérant les techniques nécessaires, en choisissant de s'effrayer de certains risques (par exemple la vache folle, la viande contaminée ou le transport de matières toxiques) et d'en ignorer d'autres (les accidents automobiles mortels, le cancer) de manière à exercer un contrôle sur leur destin. « Il faut bien vivre » me disait un chauffeur de taxi londonien, évoquant le blitz pendant la Seconde Guerre mondiale, qui a causé la mort de 60 000 personnes. Sait-on qu'au cours de cette guerre, de nombreux Américains dans leur ville ont participé aux exercices de défense civile, à l'incitation de leurs maires et qu'un savoir élaboré a été acquis, faisant de la réponse civile au 11 septembre une continuation ?

Stigmatisation de l'altérité et du communautarisme

Certes, les décideurs urbains ne peuvent nier que si l'insécurité persiste pendant des mois, par exemple, dans des quartiers marginalisés et ségrégués, la population tend à se replier chez elle, les voisins à se méfier les uns des autres et à stigmatiser les "dangereux", ce qui n'est pas difficile à faire dans les villes multiculturelles. Le communautarisme et les espaces de non-droit inspirent la peur, le contrôle social s'affaiblit avec la perte des repères. **Racisme et xénophobie** trouvent toujours un terrain dès lors que des idéologues les stimulent. Des études montrent que lorsque les gens ne savent **pas qui sont leurs voisins**, la ville dans son ensemble devient plus vulnérable. Les investisseurs et les touristes désertent ces quartiers-là, en bref, la corrosion de la peur brise les liens fins du tissu social dont sont faites les villes, rapidement ici, plus lentement là.

Entre perceptions et réalités

Je fais personnellement une distinction entre la préoccupation envers l'insécurité urbaine, qui est une **préoccupation de classes moyennes**, à ne pas négliger, puisque ces classes-là sont celles qui votent **et la réalité de l'insécurité** dont souffrent ceux qui savent ce que c'est que de se trouver seul, démuné, en milieu hostile. De plus, je fais une distinction entre les villes du sud et les villes du nord. J'estime que les villes du sud en proie à une insécurité très réelle sont victimes d'insuffisances institutionnelles en termes de police et de justice.

Je prendrai 4 brefs exemples où j'ai étudié sécurité et espace public : la ville de Mexico, Shanghai, Johannesburg et New York.

Exemple 1 : Mexico

Depuis ses origines, Mexico a été maintes fois dévastée par les catastrophes naturelles et par les envahisseurs. En outre, sa proximité avec l'hyperpuissance américaine représente un atout pour les échanges commerciaux, celle-ci se révèle être un handicap dans de nombreux domaines. Mexico représente l'archipel du Premier Monde au sein de l'Amérique centrale et la porte de l'Amérique du sud.

Etats des lieux

Concernant l'insécurité, les chiffres de la criminalité sont éloquentes. La délinquance est liée à la pauvreté, à la jeunesse et à l'analphabétisme : 66% des détenus ont moins de 30 ans, 88% viennent de foyers brisés, 68% sont victimes de violence au foyer, 60% ne sont jamais allés à l'école, 46% sont toxicomanes. En 20 ans, la délinquance a augmenté de 122.9% dans la zone métropolitaine, les délits graves de 69,4%, les vols avec violence de 216,5% selon les statistiques policières. Sur une population de 8,6 millions, le District fédéral a enregistré en 2004, 3 539 homicides et 1 781 viols...

Il n'est donc pas étonnant que près de la moitié des habitants de Mexico aient peur dans leur quartier et que 25% aient changé leur manière de vivre. Ils évitent les espaces publics surtout au centre de la ville. Ex : le quartier de Tepito est perçu comme un "no man's land" car tout peut y arriver. Les gens ont plus peur dans la zone métropolitaine (80%) que dans l'Etat de Mexico (55%).

La solution ? Les stratégies publiques

Un plan ambitieux a été mis en place puisqu'on murmure que six délits sur dix sont commis par les policiers eux-mêmes. Mais la situation est loin d'être idéale dans la mesure où la police reste mal payée et corrompue.

L'ancien maire Andres Manuel Lopez Obrador avait fait venir le maire de New York Rudolph Giuliani et lui avait offert 4,3 million dollars pour sa prestation. Toutes sortes de préconisations calquées sur le modèle new-yorkais ont été proposées : accès limité à l'espace public, surveillance des abords des écoles, lutte contre la prostitution ouverte et contre les trafiquants, bref le modèle tolérance zéro, mais le problème de corruption de la police, la pauvreté, l'absence de participation des habitants n'ont pas été traités.

Ces solutions ont profité aux agents immobiliers. Les quartiers sûrs ont bénéficié aux classes moyennes et dynamisé l'économie du centre-ville. Mais le déplacement de la criminalité dans les zones adjacentes et la résistance des vendeurs de rue qui ne veulent pas quitter le centre sont notables.

Quant à l'inclusion concrète, deux exemples sont riches d'enseignement.

-Faro del Oriente

Le Faro Del Oriente à Iztapalapa, à l'est de la ville, s'est édifié sur un lac asséché. Le quartier accueille une population de 1,9 millions de résidents. On y voit beaucoup de montagnes d'immondices, des marginaux, des gangs et il a une réputation de violence. En 1998, la stratégie municipale a été d'utiliser un ancien bâtiment classé (en forme de phare) pour y créer un centre artistique et y implanter des activités culturelles. Bientôt des forums ont rassemblé jusqu'à 1700 jeunes et adultes ainsi que des lieux d'exposition. Le centre fait appel à l'auto-gestion des habitants et des participants. Il organise sa propre sécurité même si la police n'est pas très loin et c'est une réussite de mixité sociale.

- Chapultepec Park

La restauration du grand parc public de 686 hectares au centre de la ville permet à 15 millions de personnes de s'y rendre chaque année. Chaque week-end, environ 17 000 personnes le fréquentent, signe de succès. Les classes populaires s'y rendent en métrobus ou en petites estafettes. Le parc ferme le soir. La tranquillité du lieu tient peut-être au consensus qu'il suscite : un million d'habitants ont donné un peso chacun pour la restauration du parc.

Exemple 2 : Johannesburg

La peur, le status quo et un **apartheid qui ne dit pas son nom règne dans la ville**. Alors que la disparition du régime d'apartheid a été intellectuellement acceptée, comme au Brésil, les pratiques résistent à la transition démocratique et la déségrégation de l'espace ne se produit pas. Les catégories aisées, blanches, noires et métisses ont peur de la différence sociale, de la race et de la pauvreté. Avec la mixité, elles redoutent de perdre leur pouvoir, leur richesse, leur propriété qui sont à la base de leur identité. L'incertitude économique du lendemain, la tertiarisation des emplois, la corruption et les taux d'homicide sont instrumentalisés de manière à bénéficier d'un style de vie qui leur convient. **Comme aux Etats-Unis, le droit à la protection justifie les hauts murs**, les barrières électriques, et toutes les barrières symboliques protégeant leur exclusivité et leurs appartenances. La notion de propriété diffère d'ailleurs de celle que l'on a en Europe.

La privatisation de l'espace public

Les catégories aisées se justifient en disant qu'avant tout, elles veulent rester en vie, ce qui est très légitime. Dans la mesure où la confiance dans les institutions est faible, la sécurité privée se porte bien. La distinction entre sécurité publique et sécurité privée est d'ailleurs floue et de nombreux policiers utilisent leur temps libre dans les emplois privés. Il en résulte une sorte de continuum. Dans les sondages, les gens disent faire plus confiance à la sécurité privée qu'à la police. Privatisation des gardes, privatisation de l'espace public, détournement de rues en rues privées avec accès surveillés : le problème, vient de ce que la privatisation de l'espace public ne soit pas questionnée dans le débat public, et c'est aussi le cas à Londres.

C'est aux Etats-Unis que l'on trouve le plus de gardes de sécurité privée (43%) puis en Afrique du sud (37%), l'Europe ne représentant que 6% et l'Amérique latine 3%. Les conséquences sont faciles à deviner. Le secteur privé de la sécurité impose ses lois, refuse de protéger les maisons insuffisamment équipées, les systèmes d'alarme ne sont plus reliés à la police mais aux services privés et le fossé s'accroît entre une minorité qui peut payer pour sa sécurité et qui veut faire sécession du reste de la ville et des majorités qui se protègent comme elles le peuvent. Des intérêts économiques puissants soutiennent le séparatisme social fondé sur l'insécurité. L'espace public, dense et divers, n'existe pas.

Le droit à la vie

Ce sont les Africains pauvres et de race noire, habitants et immigrants, qui sont les premières victimes de la criminalité très élevée. Ils ont vingt fois plus de risque de décéder par homicide que les Blancs. Les hommes peuvent être tués chaque fois qu'ils prennent le train, les femmes être violées en vivant dans les townships. Les trois quarts des victimes des crimes violents sont des Noirs.

Johannesburg comme Sao Paulo, Rio et d'autres mégapoles du sud pose la question de l'Etat dans son rôle de producteur du maintien de la sécurité et de la tranquillité publiques. Que chacun ait droit à la vie, à la liberté et à la sécurité est stipulé dans l'Article 3 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ainsi que dans l'article 143 résultant du sommet de l'Assemblée Générale de l'ONU en 2005 : « **Nous affirmons le droit à vivre dans la liberté et la dignité, libéré de la pauvreté et du désespoir** ».

Le droit à « être en vie » est inscrit dans la constitution sud-africaine de 1996. Ce sont les juges qui interpellent l'Etat pour qu'il remplisse son devoir. Lorsque l'Etat est trop minimal, alors le langage des droits doit l'emporter. Le changement à Johannesburg pourrait prendre plusieurs générations, on sait que de magnifiques réformateurs se battent pour que cela change, faisons leur confiance.

Exemple 3 : Shanghai : vie publique et espace urbain

Le cas de Shanghai intrigue. Dans les années 1930, Shanghai était une ville cosmopolite. Un riche mélange de cultures et de classes sociales aux origines diverses tissait la trame de l'espace public. La constitution de 1954 a accordé la liberté de migration aux Chinois, mais deux ans plus tard, cette liberté a été supprimée et cette décision n'a pas été sans conséquences pour Shanghai. Shanghai, métropole internationale est devenue une ville provinciale. A la suite des réformes économiques élaborées par Deng Xiaoping au début des années 1980, la transformation socio-économique de Shanghai en capitale mondiale a exigé à nouveau une main-d'œuvre bon marché. Des flux de migrants, qualifiés ou non, venus des campagnes, ont convergé vers la ville de manière démesurée, passant de trois millions en 2001 à cinq million en 2004 (par rapport à 13 millions d'habitants).

Ainsi, en plus des touristes, hommes d'affaires, étudiants, expatriés, Shanghai se compose de résidents (gangmin) dotés de droits et privilèges en terme de redistribution et d'une population « flottante » (liudong renkou) c'est-à-dire des migrants sans papiers. Ces derniers forment environ un quart de la population.

En chinois, l'expression « population flottante » ou « invisible » ne renvoie pas à une migration réelle qui exigerait de nouveaux lotissements mais à un flux de gens qui entrent et sortent avec une mobilité continue (liudong). Pour les observateurs chinois, ces migrants sont confrontés à un système de valeurs et à des modes de vie différents lorsqu'ils s'installent en ville. Certes, plus le temps passe, plus il est probable qu'ils décideront d'y rester. Mais jusqu'à présent, ils ont été tenus de garder les papiers d'identité de leur village (hukou) qu'ils regagnent plusieurs fois par an pour rendre visite à leurs parents ou pour des événements ponctuels. La rigidité de cette situation tient au système d'enregistrement qui, jusqu'en 1993 était lié à l'identité de la mère, puis entériné par l'administration. Celle-ci n'a pas autorisé les « flottants » à devenir des résidents permanents dans la ville où ils avaient emménagé, à quelques exceptions près (militaires, membres du parti ou étudiants). Aussi Shanghai présente-t-elle une expérience urbaine singulière, faite de contrastes. Comment ses structures peuvent-elles accueillir une diversité de gens aussi massive ? Quelle ténacité lui permet-elle de s'ajuster au changement et d'atteindre au fur et à mesure une complexité de plus

en plus élaborée? Que se passe-t-il lorsque des populations aux statuts divers « cohabitent » et utilisent l'espace public, les rues, les parcs, les abribus et qu'ils sont dépourvus de sentiment d'appartenance sinon d'inclusion? L'innovation jaillit-elle de la fragmentation de ses micro-mondes? Des solutions s'élaborent-elles? Les habitants de Shanghai se sentent-ils en sécurité? Partagent-ils le sentiment que ce délicat équilibre entre résidents et non-résidents peut perdurer pendant des années, génération après génération?

Il importe de comprendre comment une ville chinoise telle que Shanghai parvient à maintenir un taux de criminalité parmi les plus bas au monde.

L'une des premières leçons à apprendre de Shanghai vient de la persistance des réseaux de voisinage et des liens sociaux qu'ils suscitent. Pendant longtemps, ils étaient fonction du lieu de travail et des habitants. Une surveillance plus ou moins formelle co-produisait de la sécurité impliquant à la fois ceux qui étaient en position d'autorité et la société civile. En dépit des changements actuels en terme de professionnalisation de la police et de la justice, le rôle joué par les réseaux de quartier dans la production de la sécurité dans l'espace public semble avoir laissé des traces dans l'imaginaire des habitants de Shanghai.

Les mutations récentes

Il n'est guère surprenant qu'avec la modernité et l'urbanisation massive, les mécanismes de contrôle social de proximité se soient érodés. Shanghai ne fait pas exception. Les familles sont moins aptes avec leurs enfants à remplir leur mission de socialisation et à lutter contre la petite délinquance. Les jeunes subissent l'influence de leurs parents (qui tous les deux travaillent) et des institutions, tout autant que celle de leurs pairs. Dans certaines familles, l'influence des grands-parents reste important, tandis qu'elle est inexistante dans d'autres.

L'ébranlement de la cohésion des quartiers vient aussi des importantes mutations démographiques et des changements urbains massifs en termes de démolitions et de rénovations.

Les familles les plus favorisées, logées dans des résidences fermées, revendiquent leur droit au retrait et à la sécurité. Des gardes en place 24h sur 24 et des technologies de surveillance sophistiquées sont signes d'une emprise croissante du marché privé de la sécurité. Les quartiers de classes moyennes ont aussi recours aux sociétés privées de sécurité et les habitants préfèrent payer plutôt que de se charger eux-mêmes comme autrefois de la surveillance du quartier. Paradoxalement, les dispositifs de sécurité dans l'espace public, les caméras (on estime leur nombre à 200 000) dans les parcs, les restaurants et les lieux populaires ont suscité de vigoureuses protestations contre les atteintes à la vie privée.

L'évolution de la justice

L'Etat de droit devient un choix inévitable, lié à la modernisation de la Chine. Le contrôle qui était rigidement associé aux unités de travail avant les années 1990 s'est progressivement dilué et le droit a été institué en priorité. Le collectivisme a laissé la place à l'individualisme. Les nouvelles valeurs, telles que les droits, les protections légales ou l'équité sont au cœur du système légal.

Des délinquants sont désormais condamnés à subir la surveillance de la société sur leur conduite et ne sont pas envoyés en prison. Privés de leurs droits politiques, ils sont condamnés à des travaux d'intérêt public, déterminés en lieu et en temps. Shanghai a mis en place cette option depuis 2002. Aussi, les populations découvrent-elles progressivement que la justice peut exercer un rôle de régulation et de défense de l'équité sociale. Elle peut sauvegarder les droits civiques même en régime dictatorial.

Pour conclure sur les leçons que l'on peut tirer de Shanghai, je dirais que d'autres

exemples montrent qu'avec le temps, la mobilité sociale des migrants se produit, après qu'ils aient appris à se mobiliser pour défendre leurs droits. Aujourd'hui des ONG instruisent les enfants des migrants, des municipalités assouplissent les règlements. Mais les instruments de contrôle et de répression demeurent très puissants en Chine. Si, à l'avenir, la société chinoise continue à ressembler à une pagode, avec une élite aux revenus élevés et une base pauvre, des secousses sismiques sont à envisager. L'absence d'inclusion peut en effet devenir problématique.

Exemples 4 : New York

Les villes sont vulnérables, elles sont aussi résilientes.

Le danger, on le sait, n'a pas de dimensions prédéfinies que les analystes ajusteraient à toute situation nouvelle. Les nouvelles menaces de terrorisme brouillent les distinctions et les catégories d'analyse familières. « Tout peut se présenter comme un risque ; tout dépend de la manière dont le danger est analysé et l'événement examiné. La notion de risque dépend d'une interprétation à la fois subjective et objective : tous les risques ne sont pas égaux et tous les risques ne sont pas perçus comme des dangers.

Sur ce point, le 11 septembre a déclenché des réactions fort différentes à New York et à Paris qui, depuis plusieurs décennies, avait tiré des leçons des attaques terroristes qui l'avaient frappé. La volonté de la Maison Blanche de faire de la sécurité la question majeure de sa politique intérieure et de lui donner une ampleur inégalée en terme de communication a eu un impact à New York, mais les New-yorkais ont déjoué les anticipations des stratèges fédéraux.

Des divergences rhétoriques et politiques consécutives au 11 septembre

Si le nombre élevé de victimes de l'attentat à New York – environ trois mille morts – ne se compare pas aux millions de pertes humaines provoquées par les guerres civiles, les désastres naturels, les famines, les accidents automobiles, etc., c'est néanmoins par une rhétorique guerrière qu'a réagi le président Bush quelques heures après les événements, éclipsant de ce fait la guerre contre la criminalité et celle contre la drogue déclenchées précédemment dans les villes américaines. Dès lors, ainsi que l'observe Jürgen Habermas, « des signaux continus ont incité les citoyens à être en « alerte », nourrissant de ce fait un sentiment d'anxiété diffus, sans objet, et répondant aux souhaits des terroristes ». La communication politique de la Maison Blanche a convoqué une altérité dangereuse et subversive, une « cinquième colonne » dans l'énonciation du danger. La culture du soupçon, celle du secret, et la mobilisation des citoyens appelés à agir comme des délateurs sont allés à l'encontre des traditions civiques permettant à des citoyens très divers de vivre ensemble. À New York, du jour au lendemain, il a été interdit aux taxis de stationner à l'entrée des immeubles renommés, les livreurs ont renoncé à se rendre jusqu'aux bureaux et les visiteurs n'ont plus eu accès aux vues panoramiques en hauteur.

Le gouvernement fédéral a exigé que tout soit mis en œuvre pour surveiller l'espace urbain (on a vu des milliers de policiers armés de fusils-mitrailleurs patrouiller dans les rues), protéger les lieux et les infrastructures sensibles (la statue de la Liberté, le pont de Brooklyn, les réservoirs d'eau potable, la Bourse de New York, etc.) et traquer les réseaux terroristes. Cette dernière stratégie a appelé à la mise en place d'un système de surveillance de catégories et de quartiers « à risques », c'est-à-dire à la centralisation – justifiée par temps de « guerre » – d'un assemblage de processus jusqu'alors dispersés. Après « le 11 septembre », des gens ont su qu'ils pouvaient être dénoncés ou arrêtés non pour des actes commis mais simplement

pour ce qu'ils étaient, c'est-à-dire des individus perçus comme individus à risques.

Solutions

Or, cette intrusion de technologies de surveillance, d'identification et d'intelligence dans la société new-yorkaise n'est pas un gage d'efficacité (on peut toujours entrer avec une mitrailleuse à la Public Library sans être fouillé) et elle a été réadaptée en fonction de la culture locale. Il n'est pas étonnant, au vu de l'histoire de la ville, que la capacité de résistance aux diktats imposés par l'appareil sécuritaire fédéral se soit manifestée. Tout d'abord, la personnalité du maire Michael Bloomberg, certes républicain mais à l'écoute d'une ville démocrate, a contribué à ce que la ville continue à vivre à sa manière. Ensuite, la police locale, forte de 36 000 hommes et à la compétence mondialement reconnue, après s'être heurtée à maints refus dans sa demande d'accès à des documents fédéraux classés, a mené ses propres stratégies. Les cotes d'alerte orange ou rouge ont été prises en compte de manière superficielle par les équipes policières à New York et dans le New Jersey.

De plus, ce n'était pas la création d'un mammoth administratif appelé Homeland Security qui allait améliorer la communication entre les services. La fragmentation, les rituels de méfiance et l'absence de coordination ont continué à régner, même si des personnages passant du FBI ou de la CIA au New York Police Department ou au New Jersey Police Department ont pu parfois faciliter l'intelligence entre les cultures. D'aucuns louent ce « pluralisme » et y voient les conditions d'une cité plus démocratique et moins « monarchique » que ne l'est, par exemple, Paris, soumise à un préfet de police au sommet d'une pyramide de services coordonnés (du moins sur le papier) par un État tutélaire.

Enfin et surtout, comme par le passé et en dépit du drame du 11 septembre, la résilience des New-yorkais s'est exprimée, et ils ont trouvé dans leurs répertoires les solutions les plus adaptées à leur épreuve. Comme les Madrilènes et les Londoniens, ils ont tout d'abord refusé de céder à la panique en dépit de l'anticipation d'attaques, de risques, de dangers diffus. 60% d'entre eux, à l'image des autres Américains, n'ont en rien modifié leur mode de vie ni leurs déplacements. Un capital de sympathie entre personnes ne se connaissant pas a réuni les uns et les autres dans les rues, forums et autres lieux publics. La criminalité a soudainement baissé.

On ne peut s'empêcher de penser à Jane Jacobs et à sa célébration de la rue, en prenant conscience du sentiment de résilience et de sécurité qu'éprouve la foule new-yorkaise dans un espace public partagé. À New York, l'extrême attention mutuelle et les talents subtils que déploient les gens pour déceler les intentions collectives des uns et des autres s'imposent comme l'une des meilleures co-productions de sécurité possibles. Certes, la seule proximité n'est pas nécessairement synonyme de solidarité sociale et les nouveaux paradigmes de surveillance posent autant de problèmes qu'ils n'apportent de solutions, mais depuis que la baisse de la criminalité a redonné aux New-yorkais des rues sûres, la prise de conscience que la sécurité est un bien public fragile s'est imposée.

Le retour à des rues sûres, au cours des dix dernières années, a été spectaculaire à New York. Le taux d'homicides est passé de 29 pour 100 000 (2 269 meurtres en 1991) à 6 pour 100 000 (moins de 600 meurtres en 2005). Et, outre les homicides, les autres délits graves ont également décliné dans les cinq grands quartiers de la ville.

Il serait naïf d'attribuer ce succès à la « tolérance zéro » pratiquée par la police pendant les mandats de Rudolph Giuliani ou aux seuls taux d'incarcération. Dans d'autres villes telles que Boston ou San Diego, la criminalité a également baissé sans « tolérance zéro ». Les criminologues s'attachent aux fluctuations sur le long terme : au cours des quarante dernières années, les trois pics de violence sont liés à

trois épidémies de drogue et aux règlements de compte par armes à feu qu'elles ont suscités. De plus, la tolérance zéro a eu des effets négatifs. La stigmatisation qu'elle a générée à l'encontre des quartiers pauvres peuplés de familles latinos et afro-américaines a exaspéré le fonctionnement d'une démocratie urbaine « disjointe » et il a fallu le choc du 11 septembre pour redonner un sens d'unité aux habitants de la ville.

En conclusion, penser que New York est redevenue une ville sûre pour satisfaire le capital financier mondial serait réducteur. Après chaque grande épreuve, tous les types de réactions s'expriment, de l'intention de fuite des entreprises à la solidarité de celles qui restent, de la sanctuarisation des sans-papiers aux demandes de protection. Dans les temps de crise, la religion civique cimenter la population new-yorkaise et adoucit par les initiatives associatives ce que la répression pourrait avoir d'insupportable. Mais pour que les habitants surmontent leurs ambivalences par rapport aux engagements collectifs, il faut un fonds commun de convictions, d'évidences culturelles et d'attentes mutuelles, lesquelles, en d'autres termes, par sédimentation, constituent l'espace public. L'espace public symbolise un sentiment d'appartenance des uns et des autres à une entité politique plus vaste, à travers une « architecture d'empathie ». En ce sens, la sécurité est l'instrument le plus nécessaire à la mise en œuvre de la liberté.

Conclusion:

Des solutions locales à des problèmes globaux

Les évolutions sociales que je viens de décrire posent la dimension de la **gouvernance urbaine**, de la centralisation ou de la décentralisation des décisions. Que peuvent faire les maires pour que leurs villes restent apaisées, socialement tranquilles et agréables à vivre ? Quelles bonnes pratiques d'efficacité urbaine et sociale pourraient les inspirer ?

Des partenariats innovants et non bridés peuvent favoriser la cohésion sociale, la médiation et le respect, ce sont là des armes dont les élus disposent contre les dérives fractales. Plus le capital social est accumulé dans un quartier, plus l'efficacité sociale est perceptible.

Il convient de désenclaver les quartiers, soit avec de meilleurs transports soit en créant sur place des institutions, des services et des commerces suffisamment attractifs pour que des habitants de quartiers différents y viennent et que cesse la fuite des habitants mobiles. On se rapportera à l'expérience du Val-Fourré à Mantes-la-jolie pour comprendre l'évolution positive d'un quartier difficile.

Il importe de :

- favoriser la concertation dans des projets communs entre professionnels, associations, habitants de générations et cultures différentes et d'établir du dialogue. Jane Jacobs disait que les citoyens étaient les yeux et les oreilles de la rue; les normes ne peuvent être maintenues par les gens du quartier, seulement si la densité et la diversité du lieu a été maintenue ou encouragée.
- Communiquer sur les réussites urbaines dans des forums internationaux, nationaux, régionaux, locaux.
- Donner aux jeunes des cités des **outils d'inclusion**, de formation et de qualification vers des métiers stables et utiles grâce à l'acquisition de nouvelles technologies. On peut aussi les aider à dialoguer avec les policiers de proximité, solliciter l'aide

des familles, en particulier des femmes en créant des forums de rassemblement sur des thèmes consensuels (du type Bonjour, voisin) et des formations (à internet entre autres) afin de lutter contre l'analphabétisme et l'enfermement culturel.

- **Revaloriser le travail de terrain** et de proximité, (comme on l'a fait pour les instituteurs à la fin du XIX^{ème} siècle). Rémunérer convenablement « le sale boulot » par une pédagogie de l'opinion sur le coût de la paix sociale. La crise de recrutement des éducateurs, des travailleurs sociaux, des animateurs est patente. Atténuer les concurrences de légitimité par de la cohérence, favoriser la complémentarité des initiatives. Récompenser le mérite de ceux qui prennent le risque de mieux faire avec des habitants responsabilisés. Procéder à des évaluations, en toute transparence.

- **Responsabiliser les citoyens** pour sortir de la pensée magique « y' a qu'a... », expliquer aux sociétés que les réformes dans ces quartiers sinistrés ont besoin de temps et qu'elles sont l'affaire de tous. Dissuader les délinquants dans leurs dessins par des sanctions éducatives et la pratique d'une justice restaurative.

- **Attaquer de front les peurs** afin de redonner de l'espoir dans les quartiers urbains.

- **Continuer à se battre contre les discriminations** et faire appliquer la loi, notamment parce que la construction européenne l'exige, depuis le traité d'Amsterdam (article 13). La question de la police reste délicate. Elle est plus facilement traitée si la police est décentralisée, évaluée et rend des comptes aux citoyens.

En Europe, le droit de vote local pour les résidents étrangers leur permettrait de participer à la vie civique et aux yeux des enfants, il exprimerait un respect envers l'apport des immigrants réguliers à la société d'accueil. Aux Etats-Unis, beaucoup d'anciens émeutiers des années 1960 sont aujourd'hui membres des chambres des Représentants des Etats ou maires de petites ou de grandes villes.

Pour autant, la loi ne peut pas tout et c'est plus par une action de pédagogie, d'information et de conviction, me semble-t-il, que l'on peut soutenir le changement.

Petite bibliographie

Body-Gendrot S. : *La peur détruira-t-elle la ville ?* Paris, Bourin, 2008.

Body-Gendrot S. et Wihtol de Wenden C. : *Sortir des banlieues. Pour en finir avec la tyrannie du territoire*, Paris, Autrement, 2008.

Brouard S. et Tiberj V. : *Français comme les autres ? Les citoyens d'origine africaine, maghrébine et turque*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2005.

Pottier M-L., Robert P. et Zaubermann R. : Insécurité et victimations en Ile-de-France, *Question pénales*, mars 2002, XV-2.

Ricard M. : « *Un urbaniste au service des projets* », Hors série n°30 sur la *rénovation urbaine : enjeux, mise en œuvre, qualités*, Urbanisme, février 2007.

Robert P. : *L'Insécurité en France*, Paris, La Découverte, 2002.